



Avec le concours de
La Direction du Développement (Coopération suisse)

SEMINAIRE INTER-PAYS DU PQIP/DCTP SUR LE CONTINUUM EDUCATION-FORMATION

RAPPORT DE SYNTHESE

HOTEL IVOTEL, ABIDJAN/PLATEAU

LUNDI 07 ET MARDI 08 NOVEMBRE 2016

RAPPORTEUR GENERAL

- **ADAM-TSAR Essogbarè Epse ALABA**, Directrice de l'Enseignement Secondaire et Technique /Togo ;

Avec l'appui du Comité scientifique :

PRESIDENT DU COMITE SCIENTIFIQUE :

- **Dr GBATO Maninga**, Inspecteur Général de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Conseiller Technique du METFP / Côte d'Ivoire ;

MEMBRES DU COMITE SCIENTIFIQUE :

- **KOUAME Kouadio Norbert**, Inspecteur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle / Côte d'Ivoire ;
- **COULIBALY Daouda**, Inspecteur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle / Côte d'Ivoire.

INTRODUCTION

Le séminaire inter-pays sur le continuum Education-Formation organisé dans le cadre des activités du Pôle Qualité Inter-Pays sur le Développement des Compétences Techniques et Professionnelles (PQIP/DCTP) de l'ADEA, s'est tenu les lundi 07 et mardi 08 novembre 2016 en Côte d'Ivoire, précisément à l'Hôtel IVOTEL d'Abidjan/Plateau. Ce séminaire organisé avec l'appui de l'ADEA et le concours financier de la Direction du Développement de la Coopération Suisse, permet d'échanger sur les pratiques des pays du Pôle en matière de "Continuum Education-Formation".

Il a enregistré la participation d'Experts de 18 pays, de 05 Consultants et Personnes-ressources du PQIP/DCTP, du Secrétaire Permanent du Cadre de Concertation des Ministres en charge de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'UEMOA, des représentants de Structures ivoiriennes publiques d'ETFP, du milieu professionnel et de financement de la formation.

La liste de ces participants est annexée au présent rapport.

Il s'agissait pour les Experts, d'analyser et de mutualiser les expériences-pays, en vue de réussir le continuum éducation/formation ; à savoir :

- *comment réduire l'échec scolaire en fin de cycle primaire ou durant le premier cycle de l'enseignement secondaire de manière à donner à tout jeune la possibilité d'être soit en apprentissage scolaire, soit en formation, soit au travail ?*
- *comment créer, pour les non-scolarisés ou les déscolarisés, les moyens d'acquérir une éducation de base et une formation professionnelle pour ainsi accroître leurs chances de gagner décemment leur vie ?*
- *comment engager des réformes qui valorisent et certifient toutes les formes et modalités d'acquis éducatifs et professionnels et permettent au plus grand nombre d'accéder aux diverses formes de connaissances et de compétences tout au long de la vie ?*

Il s'agissait également d'approfondir et de mutualiser les expériences réussies de continuum éducation/formation, dans le cadre de la coopération inter-pays.

Le séminaire a été ouvert par une cérémonie officielle suivie de communications d'Experts et de Consultants, d'échanges entre les participants, de travaux en commissions et de restitutions en plénière.

I- Cérémonie d'ouverture du séminaire

Quatre allocutions ont été enregistrées :

- *Monsieur Amara KAMATE, Coordonnateur du PQIP/DCTP, a adressé les mots de bienvenue aux participants et a situé le cadre de la rencontre défini conformément au plan d'actions et de coopération 2014-2018. Relevant que la dynamique de partage et de mutualisation inter-pays ne peut se faire que si chaque pays du Pôle accepte de rendre compte de ses expériences selon une approche concertée, il a indiqué que le séminaire mettra à la disposition des Ministres des pays du Pôle, un plan d'échanges et de mise en commun des expériences réussies de continuum Education-Formation, qui épouse l'idéal du Pôle et de l'ADEA.*
- *Monsieur MIGAN Gilbert, représentant du Bureau ouest-africain de la Coopération suisse a salué les participants et a présenté la mission de sa structure. Il a relevé à cet effet le modèle de développement de la Formation Professionnelle et Technique en Suisse basé sur la formation dual, celle-ci ayant nécessité la mise en œuvre du continuum Education-Formation dans ce pays. Il a tenu enfin à rassurer l'ensemble des participants du soutien financier de la Coopération suisse pour 2017, sous réserve d'une contrepartie Ivoirienne.*
- *M. Shem BODO, Représentant de la Secrétaire Exécutive de l'ADEA a remercié le Gouvernement de la Côte d'Ivoire et plus particulièrement le Ministre de l'ETFP pour avoir accepté d'abriter le séminaire sur le Continuum Education-Formation. Il a annoncé trois points qui structureront la feuille de route de l'ADEA post-2015 pour l'Afrique ; à savoir : (i) l'agenda global du développement durable 2030, (ii) l'agenda Afrique 2063 sur les cadres nationaux de certification, (iii) la triennale de l'ADEA qui se tiendra à Marrakech au Maroc du 15 au 17 mars 2017 avec pour thème « Revitaliser l'éducation dans la perspective de l'agenda global 2030 et de l'agenda africain 2063 ».*
- *Le représentant de la Secrétaire Exécutive a ajouté que la triennale 2017 constitue un changement de paradigme axé sur la mise en œuvre des innovations ayant montré leur efficacité et à même d'être généralisées et dupliquées ainsi que sur les politiques d'éducation et de formation qui participent à la transformation des autres secteurs d'activités et contribuent par là même, à la croissance de l'Afrique. Rappelant les acquis des précédents séminaires, il a achevé ses propos en précisant que les conclusions et recommandations du présent séminaire pourront être validées par les pays et appuyés par les parties prenantes concernées.*

- *Dans son discours d'ouverture, le Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Monsieur Paul Koffi KOFFI a d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants. Il a ensuite rappelé les objectifs et de la DCTP et les premières actions menées dans le cadre des séminaires des Experts et des Conférences des Ministres du Pôle, avant de revenir à la problématique du jour.*

A cet effet, il a relevé l'existence d'environ 1.900.000 jeunes hors du système scolaire formel (soit 43% des enfants de 06 à 16 ans) pour justifier l'adoption de la loi relative à la scolarisation obligatoire des enfants de cette tranche d'âge.

Il a indiqué par ailleurs que des commissions interministérielles conduisent actuellement des réflexions pour permettre à toutes les couches de la population d'accéder à un socle minimum de connaissances et de compétences, en vue de leur insertion socioéconomique. C'est dans ce cadre qu'il a évoqué la proposition de passerelles (dont le Prépa CAP en 02 ans à partir du CM2) pour garantir le Continuum Education-Formation entre les différents sous-systèmes.

Il a ajouté que la reconnaissance et la certification de toutes les voies d'acquisition de compétences est nécessaire, pour donner à chaque citoyen une égale chance dans sa quête de compétences ; toute chose qui contribuerait à donner à tous et à tout âge, la chance d'accéder aux dispositifs et parcours facilitant le renforcement des savoirs, savoir-faire et savoir-être pour devenir les acteurs de leur propre évolution personnelle sociale et professionnelle.

Il s'agit pour Monsieur le Ministre de l'ETFP de créer un continuum entre la formation générale, la formation professionnelle et toutes les situations de la vie qui permettent d'acquérir de façon non-formelle ou informelle, des connaissances et des compétences.

Il a donc exhorté les Experts à identifier et à analyser les pratiques qui seront relevées, en vue de proposer aux Ministres du PQIP/DCTP, un plan d'échange et de mise en commun des expériences réussies au niveau des pays participants. C'est sur ces mots qu'il a déclaré l'ouverture du séminaire.

II- Déroulement des Travaux du séminaire

Les travaux du séminaire ont commencé par un tour de table, qui a permis à tous les participants de se présenter. Il s'en est suivi la désignation du rapporteur général, **ADAM-TSAR Essogbarè Epse ALABA**, *Experte du Togo* assistée dans sa tâche par le Comité scientifique composé du Conseiller Technique du METFP, **Dr GBATO Maninga** et des **Inspecteurs KOUAME Norbert et COULIBALY Daouda**.

Les exposés, échanges et travaux de groupe ont suivi ces différentes présentations.

II.1- Les communications

- a- Communication du Ministère de l'Education Nationale (MEN) de la Côte d'Ivoire intitulée ***"Contribution pour la mise en place d'un continuum Education-Formation"***

La communication du MEN a été présentée par les **Inspecteurs Généraux SIDIBE Ahmed Yaya et BINATE Mamadou**, sous la supervision de l'Inspecteur Général Coordonnateur KOFFI Faustin représentant Madame la Ministre de l'Education Nationale.

Dans l'exposé introductif, le lien entre le développement économique d'un pays et la qualité du capital humain a été fait. L'exposant a indiqué à cet effet que la qualité du capital humain dépend de l'efficacité du continuum proposé par le système éducatif. Partant de la compréhension du concept de continuum, il a situé les missions du MEN et a annoncé les réformes en cours dont l'acte majeur est l'adoption de la loi sur l'obligation scolaire des enfants de 06 à 16 ans.

Dans le cadre du continuum Education-Formation, il a mentionné les efforts réalisés, qui ont permis d'accroître l'accès aux formations et la rétention des apprenants dans le système. A ce sujet, il a indiqué que l'Education Nationale dispose d'offres d'éducation non-formelles à travers les classes passerelles et de l'alphabétisation, qui aident à réduire le taux de non-scolarisation et de discontinuité entre Education et Formation. Il a fait noter à cet effet, l'intégration de plus de 20.000 enfants à ce jour à travers le système groupé des CPU, CEU et CMU.

Parallèlement à ce programme, il a mentionné en plus une initiative d'intégration progressive d'Ecoles confessionnelles islamiques.

Pour conclure, l'Inspecteur Général a souligné que le système éducatif ivoirien assure faiblement le continuum éducation/formation, le taux net de scolarisation n'ayant pas encore atteint les 100% projetés par les autorités ivoiriennes.

b- Communication-synthèse des rapports-pays sur le continuum Education-Formation

Après avoir rappelé les objectifs du séminaire, l'exposant, le Consultant **Monsieur Richard WALTHER** a précisé les mesures liées au concept de continuum ; à savoir *les taux de transition et donc de sortie à l'intérieur des cycles de l'éducation et entre les sous-secteurs de l'éducation et de la formation puis les capacités du système d'éducation et de formation à concevoir des dispositifs capables d'accueillir au fur et à mesure les exclus scolaires*. Il a ensuite indiqué que les freins à l'atteinte des objectifs de l'éducation de base sont d'ordre matériel, pédagogique, didactique et culturel.

Il a précisé à cet effet que la mise en œuvre du continuum nécessite le passage d'un savoir scolaire à un apprentissage contextualisé ; il s'agit pour lui d'inscrire la scolarisation de base dans les réalités de la vie sociale et professionnelle, de renforcer pour les élèves en phase de déscolarisation et d'introduire en fin de l'Ecole Pour Tous (EPT) comme au niveau du collège, une orientation positive vers des dispositifs de formation professionnelle adaptés au niveau de scolarité atteint.

Pour ce qui concerne le point sur l'identification des dispositifs les plus porteurs de continuum, il a relevé que tous les pays font mention de l'instauration en cours ou en projet d'un cadre national de certification, à l'exception de Maurice qui a un CNC très structuré ; il a ajouté par ailleurs que des avancées ont été réalisées, telles que *la création d'une commission nationale de certification au Burkina Faso, la validation des acquis de l'expérience de 505 maîtres d'apprentissage au Mali, la création depuis 2010 entre le Bénin, le Cameroun, le Mali et le Sénégal d'un cadre de concertation pour la mise en œuvre de la VAE et la possibilité en RDC d'entrer en formation professionnelle après le cycle de l'EPT ou par VAE et d'y acquérir le niveau d'ouvrier certifié*.

Le Consultant a présenté enfin les résultats attendus des travaux de groupe et a suggéré les dispositifs à retenir et à approfondir pour 2017 ; ces dispositifs sont formulés à travers les thématiques suivantes :

1. Un dispositif d'EPT mettant en œuvre un apprentissage scolaire centré sur les réalités de la vie quotidienne ;
2. Une entrée réussie en fin d'EPT vers un dispositif de formation professionnalisante ;
3. Un dispositif de remédiation formel ou non formel permettant, après une déscolarisation précoce, de réintégrer le cursus scolaire ;

4. Un apprentissage de type rénové permettant de consolider les acquis éducatifs des sortants de l'éducation de base tout en menant vers un niveau professionnel reconnu ;
5. Un cursus mixte éducation/formation au collège ou au lycée.

c- Communication sur les acquis de Kigali 2015

Le Consultant, **Monsieur Michel CARTON** a présenté dans son exposé introductif sur la suite de Kigali 2015, la condition-clé pour un continuum éducation-formation efficace basé sur une formation pertinente et de qualité des Formateurs et Entrepreneurs. Il a rappelé les travaux de mise à jour du rapport de Kigali, qui ont permis de relever les tendances, les constats et les perspectives pour atteindre cet objectif.

Les tendances concernent selon lui, la Formation des Formateurs et Entrepreneurs (FFE) ainsi que le Continuum Education-Formation (CEF). Il a fait ensuite constater que la FFE en lien avec les entreprises est de plus en plus reconnue comme un problème général, du fait de l'interdépendance entre le monde du travail et celui de l'entreprise. Comme perspectives, il a cité les projets en cours dans certains pays, notamment :

- le Bénin qui reste encore au niveau institutionnel ;
- le Burkina-Faso qui a un Centre de formation de Formateurs ;
- le Tchad qui a un Centre de Renforcement des capacités Pédagogiques ;
- le Ghana qui a un Centre de Renforcement des capacités ;
- le Niger qui a un Centre Pédagogique ;
- le Rwanda qui a un Centre de Formation de Formateurs de l'ETFP.

L'exposant a achevé sa communication en faisant des propositions de réflexions, notamment :

- *les représentations et pratiques des Formateurs et Entrepreneurs en relation avec le Continuum Education-Formation ;*
- *la formation informelle dans et par les Entreprises du secteur informel ;*
- *la place du DCTP dans la formation des enseignants de l'éducation scolaire ;*
- *la place du Continuum Education-Formation dans les mondes du travail et de la formation, etc.*

d- Communication sur un projet innovant d'apprentissage traditionnel rénové en cours de démarrage en Afrique de l'ouest

Le Consultant, **Monsieur Boubakar SAVADOGO** a présenté un projet innovant d'apprentissage traditionnel rénové en cours de démarrage en Afrique de l'ouest. Les résultats attendus de ce projet est d'inciter les décideurs à cibler une responsabilisation accrue des professionnels dans la formation des jeunes et sur une structuration du dispositif d'apprentissage permettant de certifier les compétences acquises. Ce projet constitue à son avis, une des pistes qui permettra d'instaurer une nouvelle forme de continuum Education-Formation.

Une copie des différentes communications est annexée au présent rapport.

II.2- Les échanges

A la suite des différentes communications, les participants ont été invités à faire leurs commentaires sur les conclusions arrêtées.

Des contributions ont été apportées pour enrichir les communications et certaines interrogations posées ont permis d'alimenter les débats en commissions et en plénière.

A la suite des commentaires et débats, trois groupes de travail ont été constitués pour des travaux en commission.

II.3- Les travaux de groupes

a. Thèmes de travail des groupes

Chaque groupe de travail a réfléchi sur les thématiques suivantes :

Thématique 1 : Un dispositif d'EPT mettant en œuvre un apprentissage scolaire centré sur les réalités socioéconomiques ;

Thématique 2 : Une entrée réussie en fin d'EPT vers un dispositif de formation professionnalisante ;

Thématique 3 : Un dispositif de rémédiation formel ou non-formel permettant, après une déscolarisation précoce, de réintégrer le cursus scolaire ;

Thématique 4 : Un apprentissage de type rénové permettant de consolider les acquis éducatifs des sortants de l'éducation de base tout en menant vers un niveau professionnel reconnu ;

Thématique 5 : Un cursus mixte Education/Formation au collège ou au lycée.

b- Restitution des travaux

A l'issue des réflexions, chaque groupe de travail a exposé en plénière sur ce qui a été retenu par rapport à chacune des thématiques.

Les différentes restitutions faites par les rapporteurs en plénière sont consignées dans les rapports des deux groupes. Ces restitutions ont occasionné des échanges qui ont enrichi les résultats déjà obtenus. A l'issue des échanges des recommandations ont été faites.

Les travaux des différents groupes se présentent comme suit :

Groupe 1

- Modérateur : Madame **DJORBAYE Mounoubäi Chantal /Experte Tchad** ;
- Rapporteur : Monsieur KARABOUE Amara / DG cabinet Recrutement Formation-Placement de Personnel en Entreprise et Communication Événementiel.

Groupe 2

- Modérateur : Madame Aminata OUEDRAOGO /Experte Burkina ;
- Rapporteur : Monsieur Dramane Togola / Expert Mali.

Groupe 3

- Modérateur : Madame **Mme RANAIVOSON Sahondra Lalao Olga / Experte Madagascar** ;

Rapporteur : Monsieur Jacques SANOU /DEPS Côte d'Ivoire.

TABLEAU D'IDENTIFICATION DES DISPOSITIFS A RETENIR ET APPROFONDIR EN 2017

THEMATIQUE	GROUPES DE TRAVAIL		
	GROUPE 1	GROUPE 2	GROUPE 3
Thématique 1 : <i>Un dispositif d'EPT mettant en œuvre un apprentissage scolaire centré sur les réalités socioéconomiques</i>	Tunisie Bénin Côte d'Ivoire	Mali : Cas des Centres d'éducation pour le développement des non-scolarisés et des scolarisés	Cameroun Côte d'Ivoire Sénégal : Maurice
Thématique 2 : <i>Une entrée réussie en fin d'EPT vers un dispositif de formation professionnalisante</i>	Tunisie Tchad	RDC : Cas du dispositif d'alphabétisation initiale scolarisante ou fonctionnelle	Côte d'Ivoire Maurice Kenya Ghana
Thématique 3 : <i>Un dispositif de rémédiation formel ou non-formel permettant, après une déscolarisation précoce, de réintégrer le cursus scolaire</i>	Bénin Tchad	Côte d'Ivoire : Cas des classes passerelles proposées par le METFP	Madagascar
Thématique 4 : <i>Un apprentissage de type rénové permettant de consolider les acquis éducatifs des sortants de l'éducation de base tout en menant vers un niveau professionnel reconnu</i>	Maroc	Burkina-Faso : Cas du Programme de développement de l'apprentissage et la formation des artisans Togo Rénovation du système de la formation professionnelle par le biais de l'apprentissage	Sénégal Cameroun
Thématique 5 : <i>Un cursus mixte Education/Formation au collège ou au lycée</i>	Maroc	RDC : Cas des unités de formation-emploi	

c- Recommandations

A l'issue des échanges consécutifs aux travaux de groupes, le séminaire a recommandé à chaque pays de faire le choix d'un dispositif qu'il aura à charge de développer et de l'envoyer au secrétariat du PQIP/DCTP.

Les choix des 18 pays-participants sont les suivants :

PAYS	THEMATIQUE CHOISIE	INTITULE
BENIN	Thématique 4 : <i>Un apprentissage de type rénové permettant de consolider les acquis éducatifs des sortants de l'éducation de base tout en menant vers un niveau professionnel reconnu</i>	Dispositif d'apprentissage traditionnel rénové dans les Centres de Formation Professionnel ou dans l'atelier/Entreprise
COTE D'IVOIRE	Thématique 3 : <i>Un dispositif de rémédiation formel ou non-formel permettant, après une déscolarisation précoce, de réintégrer le cursus scolaire</i>	Cas des classes passerelles proposées par le METFP
TOGO	Thématique 4 : <i>Un apprentissage de type rénové permettant de consolider les acquis éducatifs des sortants de l'éducation de base tout en menant vers un niveau professionnel reconnu</i>	Rénovation du système de formation professionnelle par le biais de l'apprentissage
BURKINA FASO	Thématique 4 : <i>Un apprentissage de type rénové permettant de consolider les acquis éducatifs des sortants de l'éducation de base tout en menant vers un niveau professionnel reconnu</i>	Cas du Programme de développement de l'apprentissage et la formation des artisans
MAROC	Thématique 5 : <i>Un cursus mixte Education/Formation au collège ou au lycée</i>	
RDC	Thématique 5 : <i>Un cursus mixte Education/Formation au</i>	RDC : Cas des unités de formation-emploi
MALI	Thématique 1 : <i>Un dispositif d'EPT mettant en œuvre un apprentissage scolaire centré sur les réalités socioéconomiques</i>	Cas des Centres d'éducation pour le développement des non-scolarisés et des scolarisés
MAURICE	Thématique 3 : <i>Un dispositif de rémédiation formel ou non-formel permettant, après une déscolarisation précoce, de réintégrer le cursus scolaire</i>	Formal and non formal remediation for out school people to join economic life

TCHAD	Thématique 2 : <i>Une entrée réussie en fin d'EPT vers un dispositif de formation professionnalisante</i>	Mise en place d'un dispositif de passerelle
KENYA	Thématique 5 : <i>Un cursus mixte Education/Formation au collège ou au lycée</i>	Integration of VET in secondary.
GHANA	Thématique 2 : <i>Une entrée réussie en fin d'EPT vers un dispositif de formation professionnalisante</i>	Introduction of the National TVET Qualifications Framework
TUNISIE	Thématique 4 : <i>Un apprentissage de type rénové permettant de consolider les acquis éducatifs des sortants de l'éducation de base tout en menant vers un niveau professionnel reconnu</i>	Apprentissage rénové en Tunisie
SENEGAL	Thématique 4 : <i>Un apprentissage de type rénové permettant de consolider les acquis éducatifs des sortants de l'éducation de base tout en menant vers un niveau professionnel reconnu</i>	
CAMEROUN	Thématique 4 : <i>Un apprentissage de type rénové permettant de consolider les acquis éducatifs des sortants de l'éducation de base tout en menant vers un niveau professionnel reconnu</i>	
MADAGASCAR	Thématique 3 : <i>Un dispositif de rémédiation formel ou no-formel permettant, après une déscolarisation précoce, de réintégrer le cursus scolaire</i>	